

Dossier / Droits de l'Homme au Togo

Etat des lieux et zoom sur les efforts du gouvernement

Le vendredi dernier, le Togo a été reconduit par le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, pour un nouveau mandat de deux ans. Jusqu'alors, nombreux sont les Togolais et acteurs qui, au regard de certaines décisions prises... **PAGE 6 & 7**



POLITIQUE



Supposée évacuation du président national de l'UFC

«Gilchrist Olympio se porte bien et œuvre toujours pour l'alternance»

Des rumeurs ont circulé il y a quelques jours faisant état d'une évacuation du président national de l'Union des forces du changement (UFC)... **PAGE 3**

SANTE



Médecine alternative

Une forme de thérapie en conflit avec la médecine conventionnelle ?

Face aux limites de la médecine conventionnelle, beaucoup de personnes se tournent vers la médecine alternative. Mais un conflit subsiste entre les deux approches. **PAGE 10**

Culture

Six raisons pour lesquelles les artistes togolais quittent le pays

Les artistes togolais sont nombreux à quitter le pays pour d'autres destinations. Ils ont débuté leur carrière... **PAGE 9**



Interview avec Agbéyomé Kodjo

Obuts change -t-il bientôt d'identité?

Le parti de l'ancien Premier ministre, Agbéyomé Messan Kodjo Obuts, pourrait bientôt se mettre en ordre de bataille pour les prochains scrutins électoraux que notre pays s'apprête à organiser. Rien n'est encore sûr, selon le premier responsable de cette formation politique. Les cadres du parti décideront des nouvelles orientations du parti lors d'une convention nationale les 19 et 20 octobre prochains à Lomé. C'est en tout cas ce qu'a fait savoir Agbéyomé dans un entretien... **PAGE 3**

EDITO

Géométrie du boycott, leçons ivoiriennes pour des élections togolaises

Alors que les opérations de recensement électoral ont démarré dans la zone 2, la Coalition des 14 partis de l'opposition trace toujours une ligne dans le sable en maintenant son appel au boycott. Contre son gré, tout le processus se passe sans incident. Aujourd'hui fortement divisée au sujet du bras de fer qui oppose l'Anc de Fabre à l'Ufc de Olympio, au sujet de la composition des membres de l'opposition parlementaire devant siéger à la Ceni, la C14 ne gagnerait-elle pas... **PAGE 3**

Les universités du 3ème âge à l'initiative de l'INAM

Informier, éduquer et sensibiliser pour accompagner les seniors

En ouvrant officiellement, hier mercredi 17 octobre à l'Agora Senghor à Lomé, la 2ème édition des « universités du 3ème âge », en présence d'une foule de personnes âgées la Directrice de l'Institut national d'assurance maladie (INAM)... **PAGE 11**



	SOMMAIRE	<p>Côte d'Ivoire Aux locales et aux municipales, le RHDP a dicté sa loi au PDCI</p>  <p>P4</p>	<p>Augmentation de la population africaine Un facteur de croissance de l'économie du continent ?</p>  <p>P5</p>	<p>Le wax Un tissu africain ?</p>  <p>P9</p>	<p>Engorgement mammaire Stagnation inflammatoire et douloureuse du lait maternel dans les seins</p>  <p>P10</p>	<p>Le port du jean déchiré Quelle perception dans la société ?</p>  <p>P11</p>
-----------------------------------------------------------------------------------	-----------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Rencontre avec Naka BAMIYE, Bénéficiaire du Produit APSEF du FNFI

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Notsé, dans la région des plateaux, pour partager avec vous les témoignages de Naka BAMIYE, Bénéficiaire du Produit "Accès des Pauvres aux Services Financiers (APSEF) du Fonds National de la Finance Inclusive. Reportage. Un produit qui lui a permis, selon ses témoignages, de gagner le pari de son devenir. Reportage...



Mme Naka Bamiyé

Notsé, Préfecture de Haho, Région des plateaux, dans cette grande préfecture se concentrent plusieurs activités génératrices de revenus. Parmi ces grands commerçants, nous avons le plaisir de rencontrer certains bénéficiaires des différents produits du Fonds National de la Finance Inclusive. Pour le compte de ce nouveau numéro de votre rubrique hebdomadaire, nous partons à la rencontre de

Madame Naka BAMIYE, originaire de la Région de la Kara, mais qui s'est installée depuis bientôt dix ans ici à Notsé avec sa famille. Objectif, entreprendre une activité génératrice de revenus pour pouvoir subvenir à ses besoins ainsi que ceux de sa famille. Plusieurs activités dans son portefeuille qu'elle avait l'habitude de réaliser, elle les passe toutes au crible, afin de déterminer quelle activité marcherait le mieux

pour elle ici dans la région. Après un sondage dans les principaux coins marchands qui attirent la clientèle, elle décide alors de se lancer dans la fabrication et la commercialisation de la boisson locale fermentée, communément appelé " Tchoukoutou ", en langue Kabyé.

Une fois l'idée de son activité génératrice de revenus en tête, il lui fallait trouver un repère financier, une source financière avec à la clé un microcrédit qui puisse lui permettre de réaliser son rêve. Des recherches de fil en aiguille, elle apprend l'existence du Fonds national de la Finance Inclusive qui justement a pour ambitions de rapprocher les services financiers des personnes vulnérables qui en font la demande par l'entremise de solides Prestataires de Services Financiers partenaires. Sans perdre le temps, elle se rend auprès d'une Institution de Microfinance Partenaire du FNFI dans la région, SPEC OIC notamment pour se renseigner davantage sur les opportunités disponibles qu'elle pouvait saisir.


" Après moult explications, l'agent de crédit et moi, on s'est rendu compte que le crédit qui est le plus adapté à mes activités était le Produit APSEF, et pour cause je n'avais pas besoin d'un grand montant pour pouvoir démarrer mon activité. Je me suis alors aussitôt mis dans le processus, constitution du groupe solidaire, formation technique et financière, puis au bout de quelques jours, j'ai obtenu mon premier cycle de crédit de 30.000 FCFA. Avec cette somme, j'ai rapidement acquis une marmite de préparation du tchouk, acheté un sac de mil et j'ai construit un grand fourneau. Le reste de l'argent m'a permis d'acheter une dizaine de Calebasses. Je me suis rapidement lancé dans la préparation et la commercialisation du Tchouk. Chaque semaine, à trois reprises,

notamment les lundi, mercredi et samedi, pendant toute la journée, je vends le tchouk sur cet espace que vous voyez. Et comme vous le savez, nous sommes en Afrique, et le meilleur moyen de faire sa publicité est de pouvoir en parler de bouches à oreilles. Et depuis pratiquement deux ans que j'exerce cette activité, je peux vous assurer que ma clientèle est de plus en plus nombreuse. Le tout est non seulement dans ma manière de préparer le tchouk, mais aussi et surtout dans l'accueil que je réserve à mes clients. J'accueille très bien mes clients, nous nous racontons des petites histoires drôles, histoire de faire passer le temps, nous nous soutenons mutuellement... C'est tout ça qui fait que mon commerce évolue bien chaque jour davantage..."

Quand on aborde avec elle l'impact induit par le Produit APSEF sur son quotidien, cette quarantenaire qui peut aujourd'hui se réjouir d'avoir gagné le pari de son devenir se réjouit. "Comme vous savez, aucun début n'est facile. Mais avec de la ténacité et de la rigueur, tout est possible dans cette vie. Je me bats corps et âme, je me donne totalement pour mon activité. Et fort heureusement, j'arrive à m'en sortir. Je dégage des bénéfices qui me permettent de pouvoir faire face au remboursement de mon crédit, mais aussi à pouvoir faire face aux charges élémentaires de ma famille. Ce qui est le plus édifiant pour moi, c'est de voir que le FNFI m'a permis de consolider mon épanouissement économique et social."

Notre interlocutrice fait partie des innombrables bénéficiaires qui ont saisi la chance, saisi toutes les opportunités offertes par l'Etat Togolais à toutes les personnes désireuses de se prendre en charge à pouvoir exercer une activité génératrice de revenus.

KD

 <p>TOGOMATIN</p>	<p>Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 22 25 02 23 / 90 15 39 77 / 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Mson de la Presse: Casier N° 53 Siège Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper</p>	<p>Directeur de publication : Motchosso Kodolakina</p> <p>Secrétaire de rédaction : Rachidou Zakari</p> <p>Responsable web: Carlos Amevor</p> <p>Comité de rédaction: Françoise Dasilva Alexandre Wémima Edem Dadzie</p>	<p>Essoyodou Awih</p> <p>Edodji Nadia</p> <p>Attipoe Edem Kodjo</p> <p>Responsable administrative: Gloria Léma Yaglia</p> <p>Service commercial: DIRECT AGENCE Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00</p>	<p>Graphiste: Eros Dagoudi</p> <p>Imprimerie: Direct Print</p> <p>Distribution : Togo Express</p> <p>Tirage : (2000 exemplaires)</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

EDITO

...à tirer certaines leçons évidentes des élections ivoiriennes qui viennent de s'achever pour des élections togolaises à venir.

Tandis que l'enrôlement sur les listes électorales se déroulait mi-juin passée, plusieurs partis d'opposition lançaient un appel à boycotter la campagne d'enrôlement pour ne pas cautionner le système électoral actuel en Côte d'Ivoire. Cette situation, vue du Togo nous interpelle. Autres lieux, mêmes réalités, mêmes attitudes

venant de l'opposition, dirait-on. Mais, le propre des parallèles, en géométrie, c'est qu'elles ne convergent pas. Il en va ainsi, pour l'instant, de ces stratégies de boycott à géométrie variable. Mais, une chose est certaine, elles n'ont jamais été concluantes. le boycott, finit toujours par décider autrement à la place du politique qui choisit ainsi de se renier et de s'exclure. A bas l'opposition qui choisit son reniement aux élections et son auto-exclusion !

Ici, comme là-bas, ces élections - législatives dans

le cas du Togo - constituent un test avant le scrutin présidentiel de 2020, déjà dans toutes les têtes. Des scrutins très importants, en somme.

Autre remarque, les adversaires aux élections ivoiriennes étaient dans la quasi-totalité issue de la même alliance, au pouvoir là-bas, c'est-à-dire le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp), coalition qui gouverne la Côte d'Ivoire depuis 2011. Ici, les adversités font jour plutôt dans la « grande » coalition

« qui dirige l'opposition ». Et plusieurs malaises en son sein montrent déjà toute la peine qu'elle aura, dès qu'elle se décidera à prendre le train du processus électoral.

A ce jour les objectifs de la C14 tiennent plus d'une comédie à la Prévert que du rassemblement autour d'objectifs communs. Le gouvernement affiche sa sérénité et se dispose, à faire tenir - avec la pleine bénédiction de la Cedeao - ces élections prévues pour le 20 décembre 2018.

Même si la seule faille dans ces prises de positions

tranchées, que les Togolais veulent voir, c'est un point commun entre ces différentes chapelles politiques, cette coagulation ne se manifeste pas pour l'instant, bien qu'indispensable si on veut les Réformes par voie parlementaire et avant le 20 décembre. Cette convergence pourrait s'instaurer à petits pas. Car quoi qu'en ait pensé Euclide, il arrive en géométrie sociale que les parallèles finissent par converger. Et le boycott ne pourrait guère créer cette convergence tant souhaitée.

Dieudonné Korolakina

Supposée évacuation du président national de l'UFC

« Gilchrist Olympio se porte bien et œuvre toujours pour l'alternance », selon son entourage

Des rumeurs ont circulé il y a quelques jours faisant état d'une évacuation du président national de l'Union des forces du changement (UFC) pour des raisons sanitaires. Cette situation serait née d'une vive discussion entre ce dernier et les responsables du parti au pouvoir dont le chef de l'Etat Faure Gnassingbé. La rumeur a été amplifiée par les réseaux sociaux, mais aussi par certains journaux de la place. Vu la gravité de l'information, le parti a sorti un communiqué mardi dernier pour s'insurger contre les propos relatés par les médias.

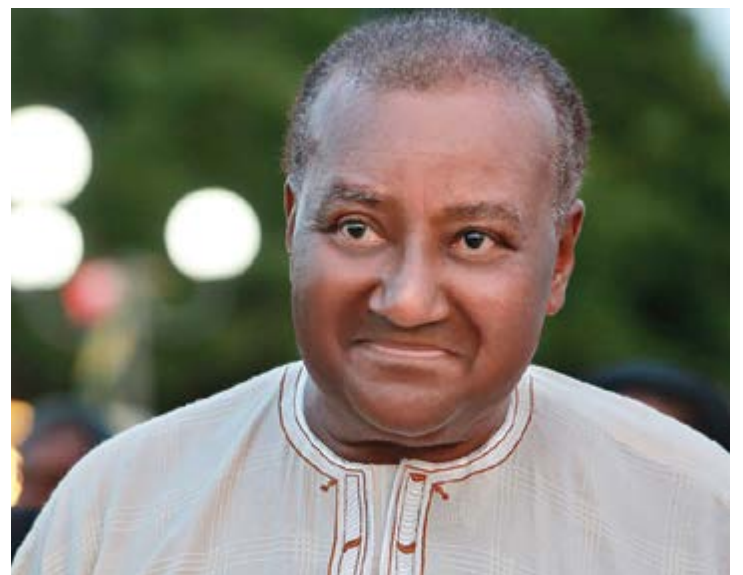
Pour avoir signé un accord de gouvernement avec le parti RPT devenu Unir aujourd'hui, avec la conviction de parvenir à une alternance politique pacifique à la tête de l'Etat togolais, Gilchrist Olympio est souvent la cible de plusieurs rumeurs. Surtout que pour le moment, les résultats escomptés tardent à venir, poussant même certains de ses plus fidèles lieutenants à prendre le large.

Mais de là à répandre des informations aussi funestes sans fondement, cela relève de l'immoral.

Gilchrist Olympio est une personne du troisième âge et logiquement a une santé fragile. Son entourage et ses amis, le sachant très bien vont certainement faire attention pour lui éviter une crise. De plus il est possible que les responsables de l'UFC et d'Unir aient par moments des échanges houleux.

C'est tout à fait normal, entre humains, lorsque les esprits s'échauffent. Mais l'Union des forces du changement est formelle là-dessus, le Dr Olympio n'a pas du tout été victime d'une telle situation.

« L'UFC rappelle juste que son président national, Dr Gilchrist Sylvanus Olympio qui n'est pas un politicien né de la dernière pluie est et reste un homme d'Etat reconnu comme



Gilchrist Olympio

tel, qui ne se laisse ébranler par quoi que ce soit », peut-on lire dans le communiqué. L'UFC s'insurge contre les instigateurs de cette rumeur et réclame même un droit de réponse. Selon les responsables

du parti, « M. Olympio est en bonne santé et se trouve en famille dans sa résidence privée à Paris en France depuis trois semaines. Il reviendra d'ailleurs d'ici peu à Lomé ».

Edem Dadzie

Interview avec Agbéyomé Kodjo

Obuts change-t-il bientôt d'identité?

Le parti de l'ancien Premier ministre, Agbéyomé Messan Kodjo Obuts, pourrait bientôt se mettre en ordre de bataille pour les prochains scrutins électoraux que notre pays s'apprête à organiser. Rien n'est encore sûr, selon le premier responsable de cette formation politique. Les cadres du parti décideront des nouvelles orientations du parti lors d'une convention nationale les 19 et 20 octobre prochains à Lomé. C'est en tout cas ce qu'a fait savoir Agbéyomé dans un entretien accordé à nos confrères de l'agence de presse AfreePress. Découvrez ici les échanges de l'ancien Premier ministre avec notre confrère.

Votre parti Obuts sera les 19 et 20 octobre 2018 en convention à Lomé. De quoi allez-vous discuter à l'occasion de cette importante rencontre de votre parti avec vos militants à la base ?

Agbéyomé Kodjo : En effet nous serons ensemble à la

convention nationale un rendez-vous statutaire prescrit par les textes qui régissent le fonctionnement de notre formation politique.

Nous ferons le point sur la vie du parti, et concevrons de nouvelles orientations pour revitaliser le parti face aux enjeux multiples qui

s'ouvrent devant nous.

Cette convention n'est-elle pas organisée par hasard pour mobiliser vos troupes en vue des élections à venir ?

Notre pays traverse des difficultés de tous ordres qui interpellent les acteurs politiques, la formation politique



Agbéyomé Kodjo, Pdt de OBUTS

Obuts se fera le devoir de décrypter la situation et formuler des propositions de sortie de crise pour soulager nos populations. En outre la question de notre participation aux élections sera débattue

et tranchée.

Est-ce que votre parti Obuts ira à toutes ces élections, même si une partie de l'opposition togolaise décide de les boycotter ?...

Suite à la page 11

Côte d'Ivoire**Aux locales et aux municipales, le RHDP a dicté sa loi au PDCI**

Les Ivoiriens connaissent le nom de leurs maires et de leurs conseillers régionaux, après les élections municipales et régionales de samedi dernier. La CEI a proclamé les résultats complets mardi 16 octobre. Selon ces résultats, le RHDP est en tête des deux scrutins.

Avec 46,4% aux régionales et 36,2% aux municipales, les taux de participations sont peu élevés mais similaires à ceux de 2013. Aux municipales, avec 46% des voix, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix, parti au pouvoir (RHDP) remporte 92 communes, dont sept des treize abidjanaises, parmi lesquelles Abobo, Yopougon, Koumassi ou Treichville. Le candidat RHDP est aussi vainqueur à Bouaké, San Pedro, Korhogo et officiellement Bassam où le maire

sortant PDCI (Parti démocratique de Côte d'Ivoire), Georges Ezaley, conteste sa défaite et déposera un recours devant la Cour suprême. L'ancien allié du parti présidentiel de son côté l'emporte dans 50 communes avec 28% des voix. Le parti d'Henri Konan Bédié ravit la commune de Cocody à Abidjan à son rival et l'emporte aussi à Marcory ou au Plateau. Il conserve son fief de Yamoussoukro notamment. Pour relativiser ces chiffres, il faut toutefois garder à l'esprit que les deux partis n'ont pas

présenté des candidats partout. Le RHDP était présent dans 180 communes, le PDCI seulement dans une centaine. Parmi les 389 candidats indépendants, 56 ont été élus. Ils pèsent 28% des suffrages. Quant au FPI (Front populaire ivoirien), il l'emporte dans deux communes. A noter que le vote a été annulé dans la commune de Port-Bouët à Abidjan, à cause de la destruction d'urnes et de procès-verbaux. La Commission électorale indépendante a un mois pour y organiser un nouveau scrutin.



Alassane Dramane Ouattara

Aux régionales, le RHDP l'emporte largement avec 60% des voix et 18 des 31 régions. Le PDCI en prend six, avec 20% des suffrages. Les candidats indépendants totalisent 10% des voix avec trois régions. Deux régions reviennent à des

candidats qui portaient les deux étiquettes RHDP et PDCI. Quant au FPI, il en obtient une. La région du Guémon n'a pas été comptabilisée puisque le scrutin devra se rejouer dans l'un de ses départements.

T.M. et Rfr.com

Bénin / Affaire de 18 kg de cocaïne**Sébastien Ajavon défie la justice et refuse de se présenter au procès du 17 octobre**

Accusé dans une enquête de trafic de cocaïne découverte dans l'un de ses containers au Bénin, l'homme d'affaires béninois Sébastien Ajavon ne se rendra pas à son procès prévu ce jeudi 18 octobre 2018. C'est du moins ce qu'a annoncé Me Eric Dupond-Moretti, l'un de ses avocats.

« Sébastien Ajavon a décidé, sur les recommandations de ses conseils, de ne pas comparaître en personne lors de cette audience, compte tenu des graves irrégularités de la procédure et du caractère absurde et mensonger de l'accusation portée contre lui », a déclaré dans un communiqué l'un de ses avocats parisiens, Eric Dupond-Moretti hier. « Il donne en revanche mandat, conformément

aux règles de droit, à ses avocats pour dénoncer les atteintes à ses droits et les manquements au procès équitable entachant d'ores et déjà l'entière procédure », poursuit-il. L'avocat du riche homme d'affaires béninois dénonce de graves irrégularités dans ce dossier. En effet, selon le conseil, n'octobre 2016, Sébastien Ajavon avait été arrêté après la découverte d'environ 18 kg de cocaïne pure d'une valeur estimée

à 9 milliards de francs CFA (14 millions d'euros) dans un conteneur destiné à l'une de ses sociétés. Il avait été relaxé quelques mois plus tard, faute de preuve et « au bénéfice du doute ». Cette relaxe n'a fait l'objet d'aucune procédure en appel, mais Sébastien Ajavon a été convoqué le 4 octobre devant un tribunal spécial créé fin août à Porto Novo (sud-est du Bénin), la Cour de répression des



Sébastien Ajavon

infractions économiques et du terrorisme (Criet), pour « trafic de drogue international à haut risque », infraction punie de 10 à 20 ans de prison. Pour ses avocats, le Criet n'est pas une juridiction d'appel et n'est donc pas compétente

pour juger cette affaire. Les juges avaient en outre refusé à la défense le droit de représenter Sébastien Ajavon en son absence et de prendre la parole, avant de renvoyer l'affaire au 18 octobre.

T.M.

Madagascar / Présidentielle 2018**La Céni rencontre les candidats**

A Madagascar, la liste électorale est au cœur des préoccupations. Ce mardi, le président de la Commission électorale nationale indépendante s'est entretenu pendant plusieurs heures avec les candidats à la présidentielle du 7 novembre. Une réunion à huis clos pour tenter de rassurer les candidats qui doutent de la fiabilité du fichier électoral. Sur 36 prétendants à la présidentielle, 21 d'entre eux remettent en cause ouvertement la liste électorale qu'ils jugent défectueuse et demande sa révision.

Dix-sept heures, les candidats arrivent au compte-gouttes dans les bureaux de la Commission électorale nationale indépendante. Vingt-six d'entre eux ont fait le déplacement. Après cinq heures de discussions cordiales, mais tendues

avec le président de la Céni, les inquiétudes et les critiques sont toujours là. « Doublons, personnes décédées toujours inscrites ou millions de citoyens qui n'ont pas pu s'enregistrer ». Tel est le constat que les 21 candidats disent avoir fait

sur le terrain. « Ils ont amené des documents et nous voudrions bien vérifier sur le terrain la véracité de tout cela. Nous sommes complètement ouverts sur la question. Mais de dire que la Céni manipule la liste électorale,

c'est ça que je réfute complètement », estime Hery Rakotomanana, président de la Céni. La fermeture de la liste électorale a eu lieu le 15 mai. Une disposition inscrite dans la loi relative au régime général des élections. Et c'est notamment pour cette raison qu'une révision de la liste est jugée délicate par le président de la Céni : « La revue de la liste électorale suppose le report des élections, puisque nous sommes maintenant à J-23 des élections et tout dépend d'eux. Nous sommes

complètement ouverts et nous avons donné des explications par rapport à la liste électorale. Mais la liste électorale n'est pas parfaite. La liste électorale est fiable ».

A l'issue de cette réunion, les candidats n'ont pas souhaité s'exprimer, mais ils réclament toujours une solution pour remédier aux anomalies qu'ils disent avoir trouvées dans le fichier électoral. Un nouvel entretien doit avoir lieu vendredi entre les candidats et la Céni.

T.M.

Augmentation de la population africaine

Un facteur de croissance de l'économie du continent ?

« Dans un pays qui compte encore sept à huit enfants par femme, vous pouvez décider d'y dépenser des milliards d'euros, vous ne stabiliserez rien ». Ce discours du président français Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse du G20 à Hambourg, le 8 juillet 2017, continue de retentir dans les oreilles de certains Africains et grands économistes du monde. Il porte ses fruits. Il avait 39 ans quand il a été élu président de la France. A peine deux mois après son investiture officielle, le plus jeune président français de tous les temps déclare la guerre à la démographie galopante en Afrique. Il prend des mesures radicales pour atteindre ses objectifs, et pour cause ! Le développement de l'Afrique passe par la baisse de la fécondité soutient-il. Les citoyens africains en payent déjà les pots cassés.

Selon le président français, la transition démographique est l'un des défis essentiels de l'Afrique. La réalisation du plan de transformation de l'Afrique souhaité par Emmanuel Macron passe prioritairement par les institutions de Bretton Woods notamment la Banque mondiale et le Fonds mondial international (FMI). « Nous sommes agréés avec la Banque mondiale », a-t-il déclaré dans son discours à l'occasion du sommet du G20 à Hambourg en juillet 2017. Emmanuel Macron reconnaît que l'Afrique est une terre d'opportunité. Des opportunités parfois liées à l'histoire de ce continent tant convoité par les grandes puissances mondiales. Les dirigeants de ces puissances ne cessent de visiter le continent pour y tirer profit. C'est la mode. La dernière en date ? La tournée de Theresa May sur le continent effectuée du 28 au 30 août dernier. Pendant sa visite, la Première ministre britannique a même esquissé des pas de danse comme pour montrer son attachement au continent.

Pour conquérir l'Afrique, les dirigeants des grandes puissances ont développé des politiques, pas de n'importe quelle nature. « Si nous voulons une réponse cohérente à l'Afrique et aux problèmes africains, nous devons développer une série de politiques qui sont bien plus sophistiquées qu'un plan martial et des milliards accumulés », a expliqué Emmanuel Macron.

d'Emmanuel Macron

Les chiffres évoqués par Emmanuel Macron par rapport à la fécondité en Afrique sont faux. Selon une étude publiée en 2016 par l'ONG Population référence bureau, le taux de fécondité en Afrique s'élevait à 4,7 enfants par femme contre 2,5 en moyenne dans le monde. Ce titre était de 6,5 en 1950.

Malgré ce chiffre erroné, le FMI applique les mesures du président français en passant par l'Afrique subsaharienne. Dans une tribune publiée dans Togo Matin N°418 du mardi 16 octobre 2018, Abebe Aemro Selassie, directeur du département Afrique du FMI Abebe Aemro Selassie, a reconnu la reprise économique en Afrique subsaharienne. Selon lui, « la croissance pour l'ensemble de la région devrait passer de 2,7% en 2017 à 3,1 % en 2018 puis s'accélérer encore pour atteindre 3, 8% en 2019 ». Mais Abebe Aemro Selassie explique : « Comme toujours, ces chiffres cachent des différences considérables d'un pays à l'autre ». Il appelle les dirigeants de ces pays à agir contre les enjeux macroéconomiques pour « faciliter une accélération de la croissance et une augmentation des niveaux de vie ». Selon lui, les dirigeants de cette région ont des objectifs ambitieux. Certes. « Les progrès ont été nombreux, mais à mesure que les populations augmentent, il est plus urgent que jamais de tenir ces promesses », prévient-il.

Priorité à l'Indice du capital humain



Une famille avec plus de 5 enfants

Le nouvel Indice du capital humain publié jeudi 11 octobre dernier en marge de ses assemblées annuelles et du FMI encourage les pays à investir plus dans leurs populations. L'institution appelle les pays à maintenir une bonne santé et assurer une éducation adéquate aux enfants. Ceci permettra à ces enfants une fois adultes de bénéficier de toutes leurs ressources nécessaires pour la croissance économique du pays. Pour le président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim, « cet indice établit un lien direct entre l'amélioration de la santé et l'éducation de la population, la productivité et la croissance économique ».

Fécondité facteur du sous-développement de l'Afrique ?

Des questions se posent. L'investissement dans les populations réduira-t-il la fécondité de la population africaine ? Le problème de l'Afrique est-il vraiment démographique comme le prétend Emmanuel Macron ? Alors que la

France elle-même est un pays nataliste. Le problème ne serait-il pas ailleurs ?

L'économie des anciennes colonies françaises a du plomb dans l'aile. Selon Laurent Chalard, géographe de la population, « Aucune ancienne colonie française ne peut se targuer d'une croissance économique forte ».

La monnaie en cause ?

La monnaie joue un grand rôle dans l'économie d'un pays. Les anciennes colonies françaises ont encore en commun un souvenir de la colonisation qu'elles partagent toujours avec la France. Un souvenir bien gardé et protégé par la Banque de France. Il s'agit du franc CFA. Cette monnaie a une parité fixe avec l'euro décidé par la France. Les pays de la zone franc ont l'obligation de déposer 50% de leurs réserves de change auprès du Trésor public français. Les billets de FCFA sont imprimés en France. Une situation dénoncée par des activistes et économistes du continent africain, parmi eux Kako Nubukpo,

l'économiste togolais. Pour lui, « le Franc CFA freine le développement de l'Afrique ».

L'Afrique doit financer son propre développement

Des voix s'élèvent pour appeler les Africains à développer eux-mêmes leur continent en le finançant. Le président ghanéen Nana Akufo-Addo fait partie de cette lutte. « Il est de notre responsabilité de trouver des moyens pour développer nos nations par nous-mêmes », a-t-il déclaré devant Emmanuel Macron en visite au Ghana en novembre 2017. Et d'ajouter : « Ce n'est pas juste pour un pays comme le Ghana, 60 ans après son indépendance de continuer à définir son budget de l'éducation et de la santé sur la base des financements provenant du contribuable européen ».

Le président ghanéen a annoncé que son pays renonce au soutien du Fonds monétaire international à compter de 2018. Les Africains doivent décider de l'avenir de leur continent.

Félix Tagba

Droits de l'Homme au Togo

Etat des lieux et zoom sur les efforts du gouvernement

Le vendredi dernier, le Togo a été reconduit par le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, pour un nouveau mandat de deux ans. Jusqu'alors, nombreux sont les Togolais et acteurs qui, au regard de certaines décisions prises dans des circonstances de crise au pays, restent dubitatifs par rapport à réélection du Togo. Le scepticisme dans lequel planent les avis en matière de droits de l'Homme au Togo est quelque peu compréhensible du fait de la non prise en compte des progrès pour améliorer le domaine. Ce renouvellement de la confiance des Nations unies en matière de droits de l'Homme n'est-il pas une reconnaissance des efforts consentis par le Togo ?

Le récent rapport américain sur la situation des droits de l'Homme au Togo



Pius Agbétomey, ministre de la Justice

Le secrétariat d'Etat américain, fidèle à sa tradition depuis presque 40 ans, a sorti son rapport annuel sur la situation des droits de l'Homme dans le monde. Ce rapport 2017 sur la situation des droits humains dans le monde fait cas de plusieurs violations des droits humains au Togo dont la privation arbitraire de la liberté, le recours excessif à la force par les forces de sécurité, l'absence de procédure régulière et les conditions dures et potentiellement mortelles dans les prisons et les centres de détention. Ce n'est pas tout. Ce rapport du secrétariat d'Etat américain a également mis en exergue, les cas d'arrestations arbitraires, d'influence de l'Exécutif sur le

pouvoir judiciaire, de restriction de la liberté de réunion, de corruption institutionnalisée, de criminalisation des comportements sexuels entre personnes de même sexe et traite des personnes. Aussi, ce rapport relève des cas de corruption endémique dans l'administration, de discrimination contre les personnes handicapées, les femmes ainsi que de maltraitance des enfants. Bref, le pouvoir de Lomé était encore épinglé par l'administration américaine pour le non-respect des droits de l'Homme au Togo. Classant, de fait, le pays dans la classe des mauvais élèves en matière de respect des droits humains.

Rapport 2017-2018 de l'Amnesty international relatif aux droits de l'Homme au Togo

La sortie de ce document intervient à une période où le pouvoir et l'opposition ont décidé de se parler, afin de trouver une solution durable à la crise qui secoue le pays depuis plus de six mois. Selon le rapport, les forces de sécurité ont eu recours à une force excessive contre des manifestants ; 11 personnes au moins ont été tuées. Les arrestations et détentions arbitraires, la torture et les autres formes de mauvais traitements, ainsi que l'impunité

en cas de violations des droits humains, avaient toujours cours. Les autorités ont continué de réprimer le droit à la liberté d'expression. Elles ont, de façon arbitraire, fermé des médias et arrêté des dirigeants associatifs et des leaders de l'opposition en raison des opinions dissidentes qu'ils exprimaient. Elles ont également bloqué l'accès à internet pour empêcher des militants et des journalistes de signaler des violations », souligne le rapport.

L'État togolais promulgue une loi en faveur des droits de l'Homme au Togo

La nouvelle loi organique relative à la composition, à l'organisation et au fonctionnement de la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) a été promulguée le 20 juin 2018 par le président de la République, Faure Gnassingbé. Une information accueillie avec joie par tous les défenseurs des droits de l'Homme. Adoptée le mardi 10 avril 2018 par la représentation nationale, la loi organique de la CNDH a été promulguée le 20 juin 2018 par le président togolais. L'information a été accueillie avec joie à la CNDH, car le processus d'adoption de cette loi organique a fait couler beaucoup d'encre et de salive. La nouvelle loi organique arrime le Mécanisme national de prévention de la torture (MNPT) à la CNDH et rend tous les membres permanents. Ainsi, désormais la nouvelle Commission comportera neuf (09) membres,

élus par la représentation nationale pour un mandat de deux (02) ans renouvelable deux (02) fois. Ils auront la charge de conduire le Mécanisme national de prévention de la torture (MNP) en plus des missions classiques de promotion et de protection des droits de l'Homme généralement dévolues aux Institutions nationales de droits de l'Homme (INDH). Les nouveaux membres seront élus après un appel à candidatures lancé par l'Assemblée nationale. Selon la nouvelle loi organique, les candidatures seront libres et individuelles. Il y a lieu de rappeler que le Togo a ratifié le 20 juillet 2010 le Protocole facultatif à la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT). Cette convention impose aux Etats parties de créer un Mécanisme national de prévention de la torture et autres

peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (MNP), d'où l'adoption d'une nouvelle loi organique pour la CNDH.

Éducation aux droits de l'Homme en milieux scolaires

Considérés comme Relève de demain, les élèves sont une cible privilégiée dans la transmission des connaissances surtout en matière de droits de l'Homme si l'on veut asseoir une culture des droits de l'Homme dans le pays. Car il est reconnu que la méconnaissance des droits de l'Homme est souvent source de conflits. Ainsi, dans le cadre de la campagne consacrée à la célébration du 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH), la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) a entrepris du 06 au 30 avril dernier une tournée de sensibilisation dans certains établissements de la région maritime, notamment des collèges et Lycées. Cette

tournée d'éducation aux droits de l'Homme en milieux scolaires a porté sur le thème : « Les droits de l'enfant au quotidien ». Les échanges ont porté, entre autres, sur l'historique des droits de l'Homme, la Convention relative aux droits de l'enfant et ses principes fondamentaux, le comité des droits de l'enfant, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et le rôle de la CNDH dans la protection des droits de l'enfant. Les élèves de plusieurs établissements scolaires de la région maritime, notamment des préfectures des Lacs, du Vo, du Yoto, du Bas Mono et de l'Avé et du Zio ont été touchés, à raison de deux (02) établissements du secondaire par préfecture.

Détention provisoire abusive, la CNDH sensibilise le Togo



La détention provisoire tend à devenir la règle alors qu'elle est en principe une mesure exceptionnelle prévue par le code de procédure pénale. Cette situation entraîne une surpopulation carcérale, avec comme risques, des violations des droits de l'homme. La détention provisoire compromet la garantie d'un procès équitable et remet en cause le principe de la présomption d'innocence. La détention préventive ne peut être retenue que lorsque les faits poursuivis sont d'une certaine gravité. Il doit s'agir d'un crime ou d'un délit et dans le cas du délit, le maximum de la peine prévue ne peut être inférieur à

deux(02)ans d'emprisonnement. En tout cas, selon le substitut près la Cour d'appel de Kara, Monsieur Kantati, « la mise en détention provisoire, avant d'être prise, doit constituer l'unique recours, sinon la seule issue pour la personne qui prend une telle décision, l'ultime ratio ». Pour faire entendre raison, la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) a organisé le 08 mai 2018 au Palais des congrès de Kara, un atelier régional d'échange sur l'usage excessif de la détention provisoire dans les lieux de détention. Dans cette logique des réalités et pour mettre fin à ces abus, la CNDH, dans le cadre de la

commémoration de la Journée africaine de la détention provisoire au Togo, a effectué une visite des lieux de détention à Kara, notamment la prison civile, les brigades territoriale, de recherche et d'antigang, ainsi que le commissariat central de la ville. Elle a également entretenu les auditeurs de Radio Tabala sur la loi du 16 mai 2011 fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestation pacifiques publiques au Togo. La Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) a organisé le 08 mai 2018 au Palais de congrès de Kara, un atelier régional d'échange sur

l'usage excessif de la détention provisoire dans les lieux de détention. Cette rencontre qui a pour but de sensibiliser les acteurs de la chaîne pénale et les organisations de la société civile de la région de la Kara sur ce phénomène jugé inadmissible et contraire à la présomption d'innocence, se situe dans le cadre de la commémoration de la journée africaine de la détention provisoire. Les travaux ont été ouverts par le président de la Commission, M. Alilou Sam-Dja Cissé (enseignant-chercheur), en présence du préfet de la Kozah, col. Bakali H. Badibawou.

Amnesty International section Togo et la CNDH coopèrent pour les droits de l'Homme au Togo

Le président de la Commission nationale des droits de l'Homme, Alilou Sam-Dja Cissé, s'est entretenu le 12 septembre dernier avec une délégation d'Amnesty International Section Togo. Composée de M. Lassej Adjevi-Zan, directeur par intérim et de M. Degboe-Ayih Pierre, cette délégation est venue solliciter le soutien de la Commission pour pouvoir porter ses recommandations à l'endroit du Sénégal. Le groupe de travail de l'Examen Périodique Universel du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies se réunira du 5 au 16 novembre 2018 pour sa 31ème session afin d'examiner la situation des droits de l'Homme dans quatorze (14) pays dont le Sénégal. C'est dans ce cadre qu'Amnesty International, Section Togo

a fait une communication dans laquelle il présente ses principales préoccupations sur la situation des droits de l'Homme, assortie d'un certain nombre de recommandations et d'actions à entreprendre par le gouvernement du Sénégal. Les responsables d'Amnesty International ont souhaité une plus grande implication du Togo en faveur des droits de l'Homme, un acte d'une grande portée qui peut contribuer à rehausser son image sur l'échiquier international, au moment même où il siège comme membre du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies. Le président Cissé a rassuré ses interlocuteurs qu'il sera leur porte-parole auprès des autorités concernées pour soutenir leur action.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais

togomatin

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com www.alome.com

Pharmacies de garde de Lomé du 15 au 22 / 10 / 2018

BON PASTEUR	38, Av. Libération	22 21 13 67
KPEHENOU	Bd H. - BOIGNY	22 21 32 24
HANOUCOPE	Av.N. marche,	22 21 01 15
BON SAMARITAIN	Hôpital de BE	22 21 45 30
PORT	Face Hôtel Sarakawa	22 27 61 88
ESPERANCE	Nyékonakpoé	22 21 01 28
LIBERATION	Av. Libération	22 22 25 25
BON SECOURS	Cassablanca	22 45 76 74
ROBERTSON	Nyékonakpoé	22 22 28 41
N.D. DE LA TRINITE	Bd. la paix	22 21 27 80
GBEZE	Boulevard Jean Paul II	22 26 32 61
UNIVERS - SANTE	Cité OUA	22 61 81 43
AEROPORT	Aéroport SITO	22 26 21 22
INTERNATIONALE	Hedzranawoe	22 26 89 94
RAOUDHA	Hedzranawoe,	22 61 39 39
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
LE PROGRES	Ahadji kpota	22 35 86 55
ELI-BERECAL	Adidogomé	22 51 22 82
LA REFERENCE	Rte de Kpalimé	22 51 12 12
BONTE	Route de SEGBE	93 95 80 78
BETANIA	Totsi-Glenkomé	96 80 10 11
MILLENAIRE	Agoenyivé	22 51 15 34
EL SHADAÏ	ESTAO	22 51 44 25
DIEUDONNE	LLEO 2000	70 44 84 59
EL-SHAMMAH	Amadahomé	70 43 25 85
SATIS	Agòè-Logopé	70 44 85 17
St ESPRIT	Agòè-Nyivé Kégué	70 40 29 06
St MICHEL	Agoenyivé	22 51 70 22
EXCELLENCE	Agòè Demakpoe	22 51 77 87
VITAS	Agòè Assiyéyé	22 25 63 43
LE DESTIN	Baguida	70 41 15 41
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	70 45 70 14

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoé, Avenue Joseph Strauss); Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
 (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA
 (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
 Tél: 22 40 04 99

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Aidez le motocycliste(A) à rejoindre ses frères(B) sans emprunter les voies des démons (☠).

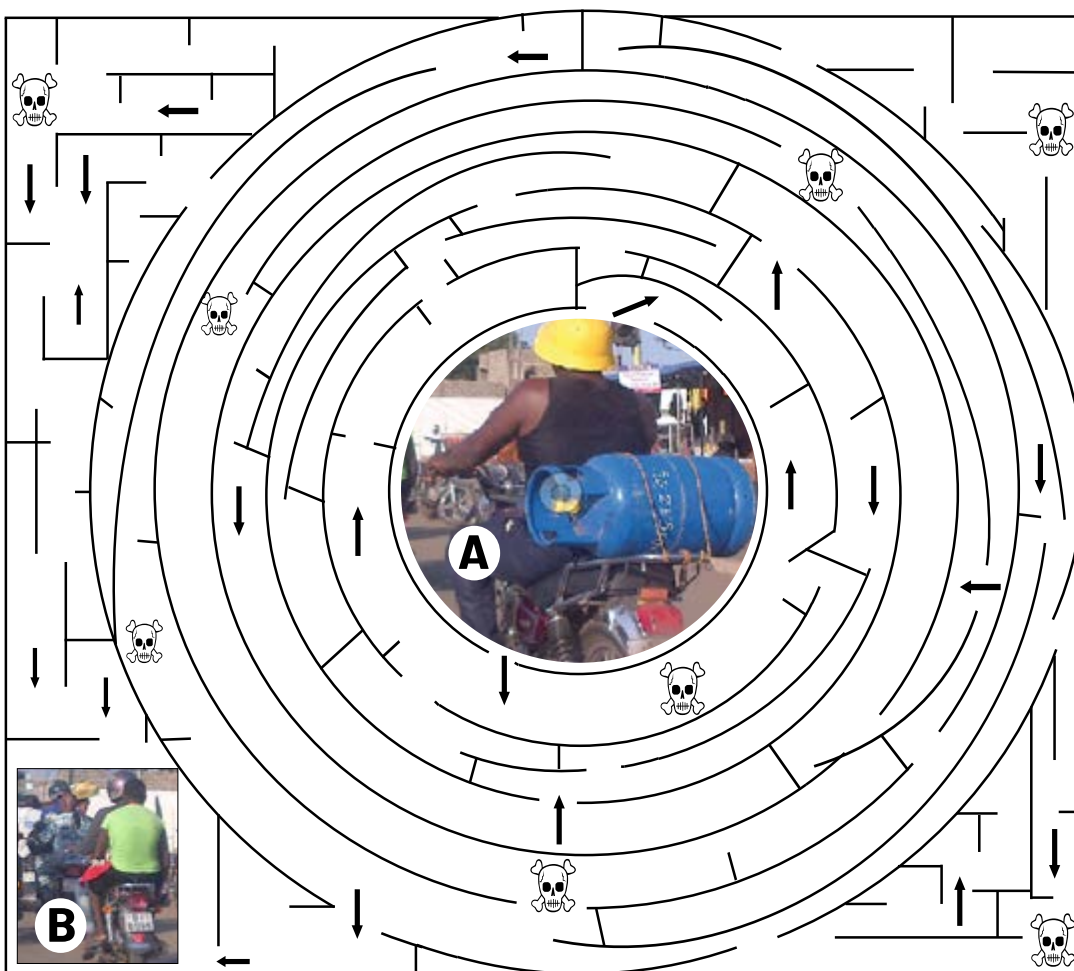
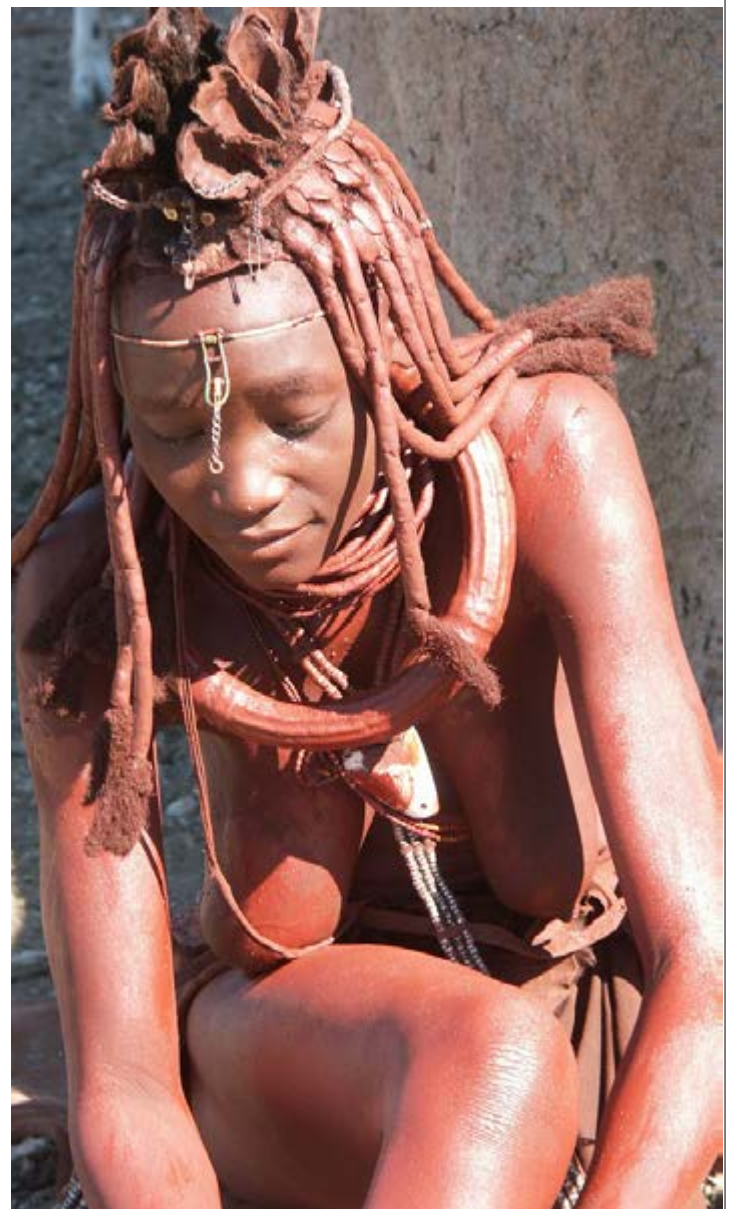


Photo du jour



Commentez cette photo

Le wax

Un tissu africain ?

Le wax qui signifie en français « cire » est un textile de coton ayant reçu sur les deux faces un cirage lui conférant des propriétés hydrophobes, technique inspirée de celle utilisée pour produire le batik javanais. Le wax, très en vogue sur le continent africain ne fait pas de lui pour autant un tissu africain.

Selon la galeriste Nelly Wandji, ce textile n'est produit qu'à 10% sur le continent africain. Le reste de la production est, en effet, produit par de grands groupes internationaux, dont les usines sont basées en Chine, et qui se développe sur le marché africain. Beaucoup pensent que le wax est un tissu africain simplement parce

qu'il est arrivé en sur ce continent pendant la période coloniale pendant la traite négrière grâce aux colons hollandais. Pour Nelly Wandji, le wax fait même plus de mal que de bien à l'Afrique. « Promouvoir cet imprimé comme étant l'étendard de la créativité africaine, c'est cloisonner réellement la créativité africaine et

rester dans une sorte de néocolonialisme culturel », a révélé Nelly Wandji. Aux dires de la galeriste, toutes ces entreprises qui vendent aujourd'hui sur le marché africain rapatrient leurs fonds vers le pays d'origine du wax. Cette matière, qui « serait le seul tissu qui permettrait aux africains de se développer esthétiquement » n'est



Des tissus wax

pourtant pas la seule africaine, loin de là. Il y a d'autres tissus comme le Basin, le bogolan (tissu malien), le Kilim ou

encore le Kenté, un textile traditionnel originaire des pays akans, à l'ouest de l'Afrique.

La rédaction

Mode

Le Fima fête ses 20 ans d'existence

La 11ème édition du Festival international de la mode en Afrique (Fima) est prévue du 21 au 24 novembre prochain à Dakhla, au Maroc. La présente édition marquera les vingt années d'existence de ce festival de mode.

C'est la première fois que le Maroc vibrera au rythme de ce festival international de la mode en Afrique. Créé en 1998 par le styliste Alphadi, le Fima a créé un cadre de rencontre entre les stylistes et autres acteurs de la mode venant des cinq continents, en terre africaine, et de favoriser la construction de passerelles pour permettre l'expression des talents. L'innovation majeure au sein de l'édition 2018 de Fima est la création du salon Haske (« lumière »

en haoussa). Le salon sera dédié aux professionnels de la mode, de la beauté et de l'art de vivre tant africains qu'internationaux. « L'objectif est de favoriser les rencontres professionnelles, créer de nouvelles opportunités de développement et mettre en avant les innovations actuelles et futures », Moulaye Seidnaly, le promoteur du salon. Ce salon sera organisé en plusieurs pôles. Dans un premier temps, il y aura des expositions, avec les

différents stands et la présentation d'œuvres d'art contemporain. Ce sera en collaboration avec Arkane Africa, association marocaine pour la promotion de l'art qui présentera des œuvres d'artistes africains, et la COX Gallery, basée à Bordeaux, qui présentera des œuvres d'Alexandre Monteiro dit « Hopare », artiste de street-art français. Dans un deuxième temps, des conférences et des masters classes seront organisés. Chacune



des conférences aura un thème différent : résilience culturelle et sociale ; l'éducation, la pédagogie de la créativité et l'innovation culturelle ; les services dédiés et accompagnements dans la création. Au menu, il y aura

également le concours des jeunes créateurs (moins de 35 ans) en prêt-à-porter, bijouterie et maroquinerie sans oublier les concours top model « pour désigner les deux égéries féminine et masculine de la mode africaine ».

N.E.

Culture

Six raisons pour lesquelles les artistes togolais quittent le pays

Les artistes togolais sont nombreux à quitter le pays pour d'autres destinations. Ils ont débuté leur carrière au Togo mais on ne les voit plus. Pourquoi partent-ils ? Qu'est-ce qui fait fuir les artistes et acteurs culturels alors que le pays a besoin d'eux ?

Ces acteurs de la culture togolaise, musiciens, plasticiens, et autres, quittent le pays au début de leur carrière pour s'installer soit en Europe soit aux Etats-Unis d'Amérique. Ils s'éloignent pour ne pas être victimes des conditions défavorables qui peuvent éteindre leur talent. Selon B20 Florès, un artiste de la chanson togolaise, les raisons qui poussent les artistes à quitter le pays sont les mêmes que celles qui poussent les jeunes de manière générale à partir. « C'est la situation socio-économique qui nous fait fuir. Un artiste crée. Mais il faut qu'on soit dans de

bonnes conditions pour pouvoir produire un bon travail mais les conditions au pays ne sont pas favorables à une bonne production. L'artiste est un humain et doit aussi vivre », a-t-il souligné. Par ailleurs, l'absence d'investisseurs culturels ne permet pas l'émergence de l'artiste. Il y a des efforts qui sont faits par certains qui accompagnent d'une manière ou d'une autre des artistes, mais à un moment donné ils peuvent être déçus par la situation difficile dans laquelle vivent les acteurs culturels au Togo. Un véritable problème se pose également au niveau

de la diffusion des œuvres produites par les artistes. En effet, il s'agit de la mise à disposition du public des productions culturelles afin que les gens puissent les avoir à temps et à un prix abordable. Mais hélas ! On consomme moins pour ne pas dire du tout. L'existence du digital facilite

les copies et pirateries, du coup l'artiste perd. La non-participation des Togolais aux événements culturels à cause du manque de moyens décourage. Tout cela contribue à rendre difficile la vie de l'artiste au Togo. Les artistes étrangers, invités au Togo sont mieux traités, payés et sont privilégiés au détriment des nationaux. En effet, il faut d'abord aimer la production locale, lui accorder le respect nécessaire et relever de manière substantielle le niveau des rémunérations accordées aux artistes locaux.

Les promoteurs devraient revoir la diffusion au niveau des chaînes, télé et radios afin de rendre visibles les productions de l'artiste togolais. De plus les derniers jours des artistes aînés font peur aux jeunes. N'ayant pas gagné beaucoup d'argent durant leur carrière, ils vivent dans des conditions précaires le reste de leur vie, ce qui pousse ou motive les jeunes à partir, à aller se construire leur avenir ailleurs afin de vivre dans de meilleures conditions.

Amirah Biyao (stagiaire)



Engorgement mammaire**Stagnation inflammatoire et douloureuse du lait maternel dans les seins**

En période d'allaitement, certaines femmes connaissent un problème lié à l'écoulement du lait. Il s'agit de l'engorgement mammaire qui survient lorsque le lait ne s'écoule plus à cause d'une inflammation des seins qui comprime les canaux lactifères.

Environ deux jours après l'accouchement, les seins se remplissent de lait, augmentent de taille et deviennent plus lourds et douloureux. L'engorgement mammaire survient au début de la période de l'allaitement maternel. Il s'agit d'une production de la sécrétion lactée qui pour plusieurs raisons, n'a pu s'écouler et a stagné dans l'arbre galactophorique (sein). Cela aboutit à un gonflement des seins et à des phénomènes inflammatoires. Il peut s'installer avant la montée laiteuse ou au beau milieu de celle-ci.

Causes, manifestations et conséquences

Les causes sont de deux sortes : la première est constatée lors de la montée laiteuse et quand les tétées ne sont pas précoces et fréquentes des deux seins dans une bonne position, aréole correctement prise

par le nouveau-né. La deuxième cause intervient quand il y a une restriction trop importante de la durée et de la fréquence des tétées, mise au sein incorrecte, soit un stress maternel qui bloque le réflexe ocytocique. L'engorgement mammaire associe cliniquement un gonflement généralisé des seins, des douleurs, un œdème diffus, une rougeur cutanée, une peau qui peut paraître luisante, une diminution du débit de lait ou encore une légère augmentation de la température, mais inférieur à 38,4°C. L'engorgement mammaire est un événement physiologique de la lactation. Il peut être source d'inconfort et de douleurs. Des mesures doivent être prises pour limiter son intensité, surtout pour éviter des complications ou l'échec de l'allaitement.

Lorsque l'engorgement mammaire n'est pas pris

**Dr Bingo M'Bortché**

en charge, il évolue vers la mastite inflammatoire ou lymphangite. C'est une inflammation localisée succédant le plus souvent à un engorgement mammaire. La peau est rouge, chaude, douloureuse et tendue.

Il existe souvent une température élevée avec des frissons. Nous ne sommes toutefois pas à un stade infectieux. Mais une lymphangite négligée peut évoluer vers une atteinte infectieuse. Cela peut être une surinfection d'un engorgement mammaire négligé, d'une lymphangite aigüe mal traitée ou d'une inoculation primitive par les crevasses.

Prise en charge et prévention de l'engorgement mammaire L'astuce qui marche dès la survenue de l'engorgement mammaire, est la décongestion du « trop plein mammaire » qui peut se faire en 24 heures. On proposera à la femme de poursuivre l'allaitement, aidé par un drainage des seins, réalisé par une pression régulière toutes les 2 heures de façon manuelle sous la douche avec un torchon ou des serviettes tièdes soit à l'aide d'un tire-lait. Cela permet de faire couler un peu le lait, afin d'obtenir un confort suffisant au niveau des seins.

Au niveau médical, des

mesures visant à soulager la femme peuvent être proposées : compresses froides après les tétées, application de pommade à base d'acide niflumique (Nifluril) ou d'ibuprofène. Si la femme décide d'arrêter l'allaitement pour diverses raisons, les médicaments sont disponibles pour assécher le lait dans les seins.

Pour prévenir l'engorgement mammaire, il faut favoriser des tétées précoces et fréquentes aux deux seins dans une bonne position, ou aréole correctement prise par le nouveau-né, après l'accouchement. Il faut aussi veiller à une bonne prise du mamelon par le bébé. Enfin, il est recommandé aux femmes donner le temps au bébé de faire des tétées prolongées, ce qui permet de décongestionner les seins.

Edem Dadzie

Source : Dr Bingo M'Bortché, Gynécologue obstétricien, chef division médicale de l'ATBEF

Médecine alternative**Une forme de thérapie en conflit avec la médecine conventionnelle ?**

Face aux limites de la médecine conventionnelle, beaucoup de personnes se tournent vers la médecine alternative. Mais un conflit subsiste entre les deux approches.

**Dr Boukaram met la musique au service de ses patients**

L'utilisation de drogues synthétiques (ou médicaments pharmaceutiques) et la chirurgie pour traiter des conditions de santé étaient connues il y a quelques décennies tout simplement comme étant la pratique de la « médecine ». Aujourd'hui, ce système est de plus en plus appelé « médecine conventionnelle ». C'est le genre de médecine qui est pratiqué dans les hôpitaux et cliniques. Malgré ses coûts importants et son côté invasif, elle est également nécessaire pour multiples

événements. Par exemple, la gestion des situations d'urgence (hémorragie interne, blessures), le cancer, etc. Tout traitement qui est généralement exclu par la médecine conventionnelle, et que les patients utilisent en remplacement, est connu comme étant « médecine alternative ».

C'est un terme fourre-tout qui comprend des centaines de pratiques anciennes et nouvelles allant de l'acupuncture, au yoga, à l'iridologie (observation de l'iris des yeux pour poser un diagnostic). Les thérapies alternatives sont généralement plus naturelles, moins chères et moins invasives que les thérapies conventionnelles. Certaines thérapies alternatives sont validées scientifiquement, d'autres ne le sont pas. Une pratique de thérapie alternative qui est utilisée en conjonction avec une

thérapie conventionnelle est connue comme une médecine complémentaire. Ensemble, les médecines complémentaires et alternatives sont souvent désignées par le sigle CAM. Telle que définie par le National Center for Complementary and Alternative Medicine et le National Institute of Health, la médecine intégrative combine les traitements médicaux traditionnels et les thérapies CAM pour lesquelles il existe des preuves scientifiques de haut niveau de sécurité et d'efficacité. En d'autres termes, la médecine intégrative sélectionne la meilleure thérapie scientifiquement validée des deux systèmes conventionnels et CAM.

Edem Dadzie
Source : Dr Christian Boukaram, oncologue et spécialiste de la médecine intégrative

Ventre plat**Un rêve ou une réalité après l'accouchement ?**

Attendre un enfant est toujours un moment euphorique pour toutes les femmes. Mais il arrive que le ventre reste ballonné après l'accouchement. Que faire alors ? Il existe des remèdes simples et efficaces qui permettent aux jeunes mamans de retrouver la forme de leurs ventres.

Eau tiède citronnée

Les vertus de l'eau tiède peuvent être multipliées grâce au citron. Rafraîchissante et stimulante, il s'agit d'un véritable brûle graisse.

Tisane de gingembre

Prenez un morceau de gingembre pelé et taillez-le en de fines lamelles, ensuite déposez-les dans un verre, puis versez de l'eau bouillante dessus. Buvez-en.

Boisson au piment

Dans une bouteille, versez

- ¼ de litre d'eau potable tiède
- 2 cuillères à soupe de jus de citron frais
- 2 cuillères à soupe de miel
- 1 pincée de piment rouge frais.

Agitez bien

Buvez cette boisson 8 à 10 fois par jour.

Consommez de l'eau avant le repas.

Il est fortement recommandé de consommer de l'eau 10 minutes avant chaque repas. Cela permettra de remplir votre estomac rapidement et vous mangerez moins.

Nadia Edodji
Source : Afrique femme

Les universités du 3ème âge à l'initiative de l'INAM Informer, éduquer et sensibiliser pour accompagner les seniors

En ouvrant officiellement, hier mercredi 17 octobre à l'Agora Senghor à Lomé, la 2ème édition des « universités du 3ème âge », en présence d'une foule de personnes âgées la Directrice de l'Institut national d'assurance maladie (INAM), organisateur de cette manifestation, a voulu aller droit au but : « Les universités du 3ème âge, s'inscrivent dans une logique d'accompagnement des seniors grâce à l'information, l'éducation et la sensibilisation sur la santé et les questions liées à l'âge... C'est notre modeste contribution au bien-être général des seniors en trouvant des leviers adéquats qui puissent les aider à bien vivre leur vieillesse », a lancé Myriam Dossou d'Almeida.



L'assistance à l'ouverture de la cérémonie

Selon ces personnes, premiers bénéficiaires de cet événement, l'établissement public organisateur est le premier partenaire national des personnes âgées. Et les

universités du 3ème âge, a souligné le représentant des personnes âgées, constituent une initiative « fort appréciable » en ce sens que le 3ème âge au Togo est plus ou moins en sommeil depuis l'exclusion de cette catégorie de personnes des activités du programme des Nations Unies.

« Aujourd'hui, nous constatons que l'INAM est à nos côtés, ce qui nous donne une espérance de vie plus longue », a-t-il ajouté. C'est une telle note de satisfaction qui a permis à Myriam Dossou d'Almeida, de revenir sur le constat à l'origine de l'initiative « Nous avons fait le constat qu'au-delà des pathologies liées au vieillissement, les personnes âgées font souvent face à d'autres défis comme la réduction de la mobilité, la solitude, l'isolement, le manque d'informations sur leur conditions sanitaires », a-t-elle en effet souligné. Au Togo, les personnes âgées représentent

6% de la population générale. Et pour elles, les Universités du 3e âge sont une initiative forte et appréciable. Mais, il faut regretter la mise en quarantaine du 3ème âge au Togo.

Les universités du 3ème âge, constituent dans ce contexte, une alternative, mais surtout « notre modeste contribution au bien-être général des seniors en trouvant des leviers adéquats qui puissent les aider à bien vivre leur vieillesse », a ajouté la Directrice de l'INAM.

le thème retenu est : « personnes âgées, richesse de la nation ». A ce propos, les organisateurs disent se référer à l'écrivain malien Amadou Hampaté Bâ qui déclarait ceci : « lorsqu'un vieillard meurt c'est une bibliothèque qui brûle ». Pendant les 2 jours que vont durer ce programme événementiel à caractère institutionnel, pédagogique et sociétal, plusieurs activités vont se

dérouler.

Au-delà de la communication, de l'information et de la sensibilisation pour la santé, il y aura des causeries-débats, un atelier de formation. La 2ème édition de ces 'universités' est aussi le lieu d'un espace de visites médicales sur les maladies comme l'hypertension, l'arthrose, le diabète, le glaucome et la maladie de Parkinson, une foire des seniors, un espace d'écoute et de conseil, un espace bio et une librairie du 3ème âge.

Des experts et spécialistes de la question de la vieillesse vont aussi abonder dans plusieurs autres domaines, notamment l'abandon, la maltraitance et la privation, des maux sociaux auxquels sont parfois soumises ces personnes qui n'ont pas demandé à vieillir.

T.M.

Le port du jean déchiré Quelle perception dans la société ?

Lorsqu'on veut s'afficher, le jean troué reste à coup sûr l'un des moyens pour aguicher les regards. Moulser son corps dans une tenue trouée à dessein est-il une extravagance de riche ou le signe d'une forte personnalité ?

Le jean tailladé semble être aujourd'hui un classique à succès dont on a bien du mal à se passer. Ce style adopté par plusieurs jeunes qui donnent parfois l'impression de bafouer les valeurs morales de la société est en pleine expansion. Les points de vue des jeunes sur le port des jeans déchirés sont assez divergents. Valérie, une étudiante en réseau informatique à Lomé

pense que, porter un jean déchiré vise d'abord à dévoiler ses jambes halées tout en s'affirmant soi-même. Ce qui peut être, à en croire cette dernière, un signe de confiance en soi. Même son de cloche chez Mireille, une autre étudiante qui ne voit pas le mal à porter un jean déchiré ou délavé. « Qu'il soit délavé à la pierre ponce, à la pomme de terre, au sable, le jean en question relève d'une pure figure de mode et tant

que l'on se sent bien là-dedans, pourquoi se priver ? Moi personnellement, j'en porte parce que ce style me sied », a-t-elle déclaré. Beaucoup d'autres jeunes ne partagent pas les avis de Valérie et Mireille. L'un d'eux, Joseph Mensah, étudiant en 3ème année de gestion d'entreprise pense que le port de jean déchiré est « signe de vulgarité ». « Je ne vois pas la nécessité de porter un jean déchiré », a-t-il déclaré.



Une femme portant un jean déchiré

« Le port du jean déchiré est une expression de nous-mêmes. En effet la manière dont nous sommes vêtus est un message que nous véhiculons. Avons-nous déjà vu un responsable ou une haute personnalité

se vêtir de ces jeans ? Non. Il est clair que le port de vêtement délavés ou troués est un signe de gangstérisme », déclare Boniface, un autre jeune que nous avons interrogé.

Amirah Biyao (stagiaire)

Interview avec Agbéyomé Kodjo

Obuts change-t-il bientôt d'identité?

Évidemment cette question sera débattue et vous en saurez plus au terme de nos travaux.

Quelle analyse faites-vous de la situation politique

actuelle de notre pays ? Le Togo pourra-t-il renouer avec la tranquillité et le développement ?

Les Togolais et les Togolaises sont

très intelligents, ils trouveront le chemin de la compréhension pour permettre au Togo de poursuivre sa marche vers la réalisation de son destin.

Suite de la page 3

Il se susurre dans le landernau politique togolais qu'au cours de vos travaux à la Convention nationale vous procéderez à un changement d'identification de votre formation politique.

Cela a fait l'objet des préoccupations exprimées

par de nombreux militants de notre formation politique, de plus OBUTS a acquis la maturité nécessaire pour faire sa mue, mais attendons la décision de notre instance et à la fin des travaux, chacun sera plus édifié.

TM & afrepress



VOTRE
AGENCE AGOE
EST DESORMAIS
OUVERTE

Horaire d'ouverture

Du lundi au vendredi de 7h45min à 17h30min
Le samedi de 8h30min à 14h00

Carrefour Adidoadin après l'ancien site de CECO BTP juxtaposé à ESIBA
en allant vers Agoe Assiyéyé coté droit.
Tél : +228 22 20 82 82 - Mail : corisbank-tg@coris-bank.com